

VADE-MECUM

A l'attention des maires, des présidents de conseil général et des présidents de conseil régional sur l'accès aux informations contenues dans le FIJAIS

1) Objet du FIJAIS

Le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) est un fichier judiciaire tenu par le service du casier judiciaire sous l'autorité du ministre de la justice et le contrôle d'un magistrat.

Ce fichier contient les informations nominatives des auteurs d'infractions sexuelles ou de certains crimes particulièrement graves mentionnés à l'article 706-47 du code de procédure pénale.

L'article 706-53-7 du même code détaille les personnes ayant accès aux informations contenues dans le FIJAIS. Outre les autorités judiciaires et les officiers de police judiciaire, les préfets et les administrations de l'Etat ont accès aux informations du FIJAIS *« pour les décisions administratives de recrutement, d'affectation, d'autorisation, d'agrément ou d'habilitation concernant des activités ou professions impliquant un contact avec des mineurs ainsi que pour le contrôle de l'exercice de ces activités ou professions. »*.

Cet article a été modifié par la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental afin que les maires, les présidents de conseil général et les présidents de conseil régional accèdent également, par l'intermédiaire des préfets, aux informations de ce fichier pour les décisions administratives précitées concernant des activités ou professions impliquant un contact avec les mineurs ainsi que le contrôle de l'exercice de ces activités ou professions.

La procédure décrite dans le présent vade-mecum n'a pas vocation à se substituer mais bien à s'ajouter aux autres dispositifs existants pour s'assurer que les personnels exerçant leurs fonctions dans certaines activités, notamment celles au contact des enfants, n'aient pas fait l'objet de certaines condamnations ou d'autres décisions entraînant une inscription au FIJAIS (mise en examen, composition pénale, décision d'irresponsabilité pénale pour trouble mental...).

Sont visées en particulier, et à titre d'exemple, les dispositions de l'article L. 133-6 du code de la famille et de l'aide sociale qui indiquent que nul ne peut exploiter ni diriger l'un des établissements, services ou lieux de vie et d'accueil régis par le présent code, y exercer une fonction à quelque titre que ce soit, ou être agréé au titre des dispositions du présent code, s'il a été condamné définitivement pour crime ou à une peine d'au moins deux mois d'emprisonnement sans sursis pour les délits prévus, énumérés dans cet article.

2) Domaines d'activité concernés par le FIJAIS

De nombreux domaines d'activité ou des professions impliquant un contact avec des mineurs relèvent des compétences des communes, des départements et des régions ou des prérogatives de leurs autorités exécutives. Les éléments ci-dessous n'ont pas vocation à être exhaustifs mais représentent les domaines les plus courants pour lesquels une demande d'accès aux informations du FIJAIS devra être effectuée.

Il vous appartient de compléter ces éléments pour toutes les décisions administratives concernant des personnes exerçant des activités ou professions impliquant leur contact avec des mineurs.

a) Domaine scolaire et périscolaire

Les demandes peuvent concerner, eu égard aux compétences exercées en la matière par les collectivités territoriales, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), les personnels ouvriers et techniciens de service (TOS) dans le secondaire, les personnels chargés d'assurer les transports scolaires, les équipes pédagogiques encadrant les activités périscolaires culturelles et sportives et le personnel œuvrant dans les services de restauration scolaire.

b) Domaine culturel

Les personnels exerçant dans les établissements d'enseignement de la musique, de la danse et des arts dramatiques dont la mission est d'assurer l'éducation artistique des enfants et des jeunes sont susceptibles de faire l'objet de demandes de consultation du fichier, ces établissements étant le plus souvent gérés par des collectivités territoriales.

c) Dans le domaine sportif

Les clubs sportifs, bien que souvent subventionnés par des collectivités, sont pour la plupart gérés par des associations sous le régime de la loi de 1901. Néanmoins si une structure sportive était directement placée sous la responsabilité d'une collectivité territoriale, les animateurs, entraîneurs, cadres sportifs et bénévoles pourraient entrer dans le champ d'activités concerné par le FIJAIS.

d) Dans le domaine des vacances et des loisirs

La grande majorité des séjours en centres de vacances et de loisirs accueillant des mineurs et faites appel, à ce titre, à des personnels d'animation, de direction et de service. Le recrutement de ces personnels doit donner lieu à une demande de consultation du fichier.

e) Dans le domaine social

Le département est responsable de l'autorisation et du contrôle des établissements et services publics et privés chargés d'accueillir des mineurs. Il s'agit notamment des établissements ou services dont la mission est d'apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs confrontés à de graves difficultés sociales, des établissements ou services d'enseignement qui assurent un accompagnement adapté aux mineurs handicapés, des centres d'action médico-sociale précoce, d'une partie des établissements mettant en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire, des lieux de vie ou d'accueil mentionnés aux articles D. 316-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles chargés de favoriser l'insertion sociale des mineurs accueillis.

f) Dans le domaine de la petite enfance

La majorité des établissements et services d'accueil des jeunes enfants de moins de 6 ans qui emploient du personnel de direction, encadrant et de service, sont gérés par des collectivités territoriales, le département étant spécifiquement chargé d'autoriser ou d'émettre un avis notamment pour la création de ces structures et en assurant le contrôle et la surveillance au moyen du service départemental de protection maternelle et infantile.

Enfin, le département délivre les agréments des assistants maternels assurant l'accueil des enfants à leur domicile ou dans des maisons d'assistants maternels.

3) Procédure de demande d'accès aux informations contenues dans le FIJAIS

a) Accès indirect : l'accès aux informations contenues dans le FIJAIS est indirect puisqu'il ne peut s'effectuer que par l'intermédiaire des préfets ou, dans le cas particulier du service minimum d'accueil, par l'intermédiaire de l'inspecteur d'académie.

Cas particulier du service minimum d'accueil : dans le cadre du service minimum d'accueil organisé depuis la rentrée 2008 dans les écoles maternelles et élémentaires en cas de grève des personnels enseignants du 1^{er} degré, les dispositions de l'article L. 133-7 du code de l'éducation prévoient que le maire envoie la liste des personnes susceptibles d'assurer le service d'accueil à l'autorité académique pour vérification au FIJAIS.

b) Formalisation de la demande : afin de se conformer aux dispositions de l'article 706-53-7 précité, seuls le maire, le président du conseil général et le président du conseil régional peuvent demander à avoir accès aux informations du FIJAIS.

Cette demande doit être adressée personnellement au préfet, par écrit, en indiquant les mentions suivantes : les données relatives à l'identité de la personne concernée (nom, prénom, date de naissance, ville et département de naissance, pays de naissance) et le motif pour lequel l'accès au fichier est demandé.

Il est conseillé de détailler le plus précisément possible le motif de la demande en indiquant le type de décision administrative visée, la profession ou activité concernée ainsi qu'éventuellement le nom de l'établissement ou du service. Il est en effet de la responsabilité du préfet de vérifier que votre demande est conforme aux conditions énoncées par l'article 706-53-7 et est de ce fait recevable.

Un modèle de demande est joint au présent vade-mecum.

c) Groupements de communes : l'article 706-53-7 ne prévoit pas que les groupements de communes puissent avoir accès, par l'intermédiaire de leurs présidents, aux informations contenues dans le FIJAIS alors même que certains exercent des compétences dans les domaines précités qui impliquent un contact direct ou indirect avec les mineurs.

Même si certains des présidents de ces groupements sont également maire, président de conseil général ou président de conseil régional, le fait de demander l'accès aux informations du FIJAIS au titre de ces dernières fonctions pour les utiliser en qualité de président d'une structure intercommunale pourrait être considéré par le juge comme un détournement de procédure en cas de contentieux.

4) Modalités de réponse

Dans l'hypothèse où la consultation du FIJAIS est positive, l'ensemble des informations enregistrées dans ce fichier en application de l'article R.53-8-7 du code de procédure pénale sera communiqué.

Les règles d'inscription et de conservation des données étant différentes de celles concernant le bulletin n°2 du casier judiciaire, il pourra arriver que des condamnations qui n'apparaîtront pas sur le casier judiciaire d'une personne soient portées à votre connaissance par le biais de la consultation du FIJAIS.

Sur les délais, il a été demandé aux préfets de veiller de répondre aux demandes dans le délai maximal d'un mois compte tenu de la sensibilité du sujet et des conséquences sur la sécurité des mineurs.

Pour toute question relative à la mise en œuvre de ce dispositif, il convient de contacter le responsable FIJAIS de la préfecture.

Annexe : modèle de demande

Le maire
Le président du Conseil général
Le président du Conseil régional

Madame ou Monsieur le Préfet,

Vous trouverez ci-dessous l'identité d'une personne pour laquelle j'envisage de :

☐ Prendre une décision de [recrutement, d'affectation, d'autorisation, d'agrément, d'habilitation] pour exercer une activité ou une profession impliquant un contact avec des mineurs.

Ou

☐ Contrôler l'exercice de son activité ou de sa profession qui implique un contact avec des mineurs.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 706-53-7 du code de procédure pénale, je vous prie de bien vouloir m'indiquer si cette personne fait l'objet d'une inscription au fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIAIS).

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance (ville, département, pays) :

Décision administrative envisagée : *

Profession ou activité (ex : assistant maternel, animateur centre de loisirs...) :

Nom de l'établissement ou du service où l'activité est exercée :